

MA PLACE EN SANTÉ, j'y tiens

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

PROFESSIONNELLES EN SOINS



Ma place en santé, j'y tiens

Le démantèlement du système public de santé et de services sociaux auquel se livre actuellement le gouvernement Couillard a un effet désastreux sur les professionnel-les en soins comme sur l'ensemble du personnel.

L'austérité libérale affecte directement la prestation de soins dans les établissements de santé et de services sociaux. Les travailleuses et travailleurs en paient le prix au détriment de leur santé. La population attend de plus en plus longtemps pour obtenir des soins, quand elle n'est pas carrément redirigée vers le privé.

Des compressions budgétaires qui alourdissent la charge de travail des professionnel-les en soins

Depuis de trop nombreuses années, les gouvernements ont imposé des compressions budgétaires aux établissements de santé et de services sociaux.

De telles compressions placent les professionnelles en soins dans une situation de risque et ne leur permettent pas d'offrir une prestation de soins sécuritaire, de qualité et en conformité avec leur code de déontologie. À force de couper des postes, de ne pas remplacer les personnes absentes et d'imposer du « temps supplémentaire obligatoire », la surcharge de travail est telle que cela affecte les soins. Dans trop de départements, le personnel est tenu d'offrir les soins avec une personne en moins par rapport à l'horaire normal, pour des raisons budgétaires. Le gouvernement ne peut rester insensible face à cette réalité.

Avec l'annonce de nouvelles compressions pour l'année à venir, nous ne pouvons que craindre le pire. Ces coupes ont des effets réels. Nous assistons à une augmentation des accidents de travail, des maladies reliées au travail et à une accentuation du stress lié au travail. Les mesures d'austérité ont aussi pour effet de limiter l'accès aux soins, en augmentant sans cesse les temps d'attente.

Heureusement, de plus en plus de voix portent une de nos revendications de longue date : augmenter le personnel pour offrir de meilleurs soins à la population. Si nous voulons que les professionnel-les en soins soient en mesure de soigner la population comme elles ont été formées pour le faire, nous devons absolument mettre fin aux compressions !

Une privatisation accrue que nous devons dénoncer

En plus d'imposer des coupes dans les budgets, limitant ainsi l'accès aux services publics, le gouvernement Couillard favorise la privatisation. C'est le cas actuellement avec la poursuite du transfert de personnel des CLSC vers les Groupes de médecine de famille (GMF).

Plusieurs professionnelles en soins ont été transférées dans des GMF ces dernières années. Pour mieux comprendre l'impact de ces transferts sur la pratique professionnelle, la CSN a mis en place un comité de travail qui permettra de collecter des informations auprès d'infirmières et d'infirmiers qui pratiquent actuellement en GMF.

Nous craignons que ces transferts aient pour effet de réduire la contribution des professionnel-les en soins en mettant leur pratique sous l'autorité fonctionnelle des médecins.

POUR LA CSN, LA SOLUTION POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PASSE PLUTÔT PAR UNE MEILLEURE UTILISATION DES COMPÉTENCES DES PROFESSIONNEL-LES EN SOINS ET DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL.